

Discours de Jules Moch à l'Assemblée nationale (16 novembre 1948)

Légende: Le 16 novembre 1948, lors d'un discours à l'Assemblée nationale, Jules Moch, ministre français de l'Intérieur, dénonce avec force les desseins politiques du Parti communiste français.

Source: MOCH, Jules. Le communisme et la France, Discours prononcée à l'Assemblée nationale le 16 Novembre 1948. Paris: [s.d.]. 61 p.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/discours_de_jules_moch_a_l_assemblee_nationale_16_novembre_1948-fr-bfad8da9-065e-480e-a664-0803cee9480b.html

Date de dernière mise à jour: 20/10/2012

Discours de Jules Moch à l'Assemblée nationale (16 novembre 1948)

[...]

Attitude Nationale et Internationale du Parti Communiste

1. Mots d'ordre sélectionnés

J'aborde la deuxième partie de mon exposé qui a trait à l'attitude nationale et internationale du parti communiste.

J'analyserai d'abord les consignes données en France, ensuite celles reçues de l'étranger.

Nous disposons en la matière de renseignements d'une valeur considérable. Nous connaissons un très grand nombre de mots d'ordre diffusés par le parti communiste ou de décisions prises par lui et je m'en félicite souvent dans l'intérêt de la République.

Une difficulté se présente pourtant, que je vais exposer très franchement à l'Assemblée : des mots d'ordre recueillis à la même époque semblent parfois se contredire. Connaissant le monolithisme du communisme national et international — Yougoslavie exceptée — ces divergences nous ont tout d'abord intrigués.

L'explication, cependant, est aisée: quand deux séries d'informations, l'une et l'autre assez fournies, semblent se contredire, c'est qu'elles ont été, si j'ose dire, prélevées à des échelons différents de la hiérarchie communiste. Car, comme toute formation mystique, le communisme comporte des degrés d'initiation. Selon l'échelon, le même fait est différemment commenté, les interprétations étant adaptées au niveau de culture, aux capacités idéologiques — notamment à celle d'embrasser utilement un avenir plus ou moins lointain se chiffrant, suivant les cas, en semaines, mois, années ou décades — enfin et surtout, au rôle public ou clandestin du destinataire au sein du parti.

C'est d'ailleurs ce qui explique que tant de communistes de la base soient parfaitement sincères lorsqu'ils nient toute influence étrangère dans leur comportement. On ne leur en a jamais parlé, bien entendu !
(*Applaudissements à gauche, au centre et à droite.*)

2° Les diverses revendications dans la grève des mines

Dans le conflit des mines, par exemple, cette hiérarchie des initiations apparaît très clairement. Pour un grand nombre de mineurs de la base, il s'agit uniquement de revendications immédiates, matérielles, donc d'un conflit qui doit se résoudre en semaines.

A l'échelon immédiatement supérieur, et notamment dans les réunions de cellules ou de secteurs de cette « minorité agissante » que prétend être le parti communiste, l'objectif permanent est la chute du Gouvernement et la constitution d'un ministère à participation ou à direction communiste, l'action se chiffrant non plus en semaines, mais en mois.

A un échelon plus élevé encore, les grèves des mines ont pour objet la destruction du plan Marshall, à la fois par la ruine de l'économie française et par le détournement de l'Amérique de son effort d'aide à l'Europe. A ce niveau, l'objectif dépasse, et le cadre des mines, et le plan national. Il s'étend à toutes les industries, à toute l'Europe occidentale, et commande un effort se chiffrant par années.

Au sommet, enfin, il peut s'agir de faire des répétitions d'insurrection, de former des cadres de professionnels de la révolution de classe internationale, lesquels, malgré l'existence de dirigeants F.T.P., font encore très largement défaut en France. Ce n'est pas M. Tillon qui me contredira. (*Sourires.*)

L'objectif, alors s'évaluerait en décades, comme l'a fait Lénine lorsqu'en Suisse, en 1917, dans *Les enseignements de l'insurrection de Moscou* de 1905 — que nous devrions méditer — il étudiait le passage

de la grève à l'insurrection, la progression de la révolution obtenue en suscitant une contre-révolution, forte et unie, la nécessité de multiplier les agitations de masses en habituant progressivement les foules à une action sanglante, désespérée, avec extermination des chefs civils et militaires, dès le début de l'insurrection; lorsqu'il soutenait aussi qu'il était nécessaire de gagner l'armée, de passer à l'offensive qui conditionne le succès, de pratiquer la guerre de partisans, de faire régner la terreur. Je crois résumer assez fidèlement cet opuscule.

Je ne développerai pas l'initiation sur ce dernier plan, encore que certaines opérations, menées ces semaines-ci par des éléments F.T.P., notamment à Firminy, sous les ordres de cet ancien chef des F.T.P. de la Loire dont j'ai parlé tout à l'heure, M. Vial-Massat, s'apparentent nettement aux mouvements préconisés il y a trente et un ans par Lénine. Mais je m'étendrai quelque peu sur l'initiation aux deux échelons immédiatement inférieurs.

3. Lutte pour le retour du communisme au pouvoir

Au plus bas, c'est-à-dire au niveau des secteurs et des cellules communistes, l'accent a été mis, non pas, comme dans les corons, sur les revendications immédiates des mineurs, mais bien sur la nécessité de ramener, à la faveur des grèves, les communistes au pouvoir.

En voici huit témoignages, échelonnés entre le 20 et le 29 octobre. A l'exception de l'un d'entre eux, je ne citerai pas les villes d'où ils émanent, pour ne point orienter les recherches du parti communiste. (*Rires à l'extrême gauche.*)

Mais oui ! Je désire conserver mes informateurs au sein du parti communiste. (*Applaudissements et rires à gauche, au centre et à droite.*)

Vous en êtes, messieurs (*l'orateur s'adresse à l'extrême gauche*), assez inquiets; vous le manifestez souvent entre vous.

Le nom que je citerai, je l'indiquerai parce qu'il s'agit d'un informateur involontaire, secrétaire d'une cellule, permanent de votre organisation qui, pour se sauver, un garde républicain ayant saisi sa bicyclette, abandonna celle-ci avec, dans la sacoche, un discours entièrement de sa main et dont je vous montrerai une photographie. (*Rires à gauche, au centre et à droite.*)

Je me borne donc à affirmer à l'Assemblée — qui, elle, me croira — que ces renseignements émanent de l'Est, du Sud-Est, du Midi, du Centre, de l'Ouest et du Nord, qu'ils sont pratiquement concomitants, et s'étendent sur une période de neuf jours. Les informateurs s'ignorent, bien entendu, les uns les autres ; ils n'habitent pas les mêmes villes. Ces informations correspondent donc bien à des consignes des organisations centrales aux initiés du deuxième degré, les cellules et secteurs, dans leurs réunions spéciales. Voici ces consignes :

Est, ville n° 1 — que je ne désignerai pas autrement — du 21 octobre : « Blâmer et critiquer ouvertement et violemment tous les gouvernants et leurs actes... » — ici, une mention spéciale pour le ministre de l'intérieur... sans importance — « ...tenir, partout où cela sera possible, des réunions d'information, même avec des éléments non communistes, exciter ainsi les masses contre le gouvernement actuel, dont la chute doit demeurer l'objectif essentiel de la grève des mineurs. »

Voici, du même jour, du Centre, les consignes données, dont je prends uniquement la partie qui intéresse ma démonstration : « Raidissement complet de l'attitude, en vue d'obtenir la chute du Gouvernement, et, ensuite, prise du pouvoir, même s'il faut passer à l'action directe. »

L'homme qui a prononcé ces phrases est dans cette Assemblée. J'ajoute qu'il voyageait, si j'ose dire, incognito, car il craignait d'être arrêté. (*Mouvements divers.*)

Ville n° 3 : « Objectif : chute du Gouvernement, et instauration d'une démocratie populaire. » (*Rires à*

l'extrême gauche.)

Ville n° 4, dans le Sud-Ouest : « Nous ne devons pas abandonner la lutte; notre but, vous le connaissez : renverser le Gouvernement pour le remplacer par un gouvernement d'union démocratique. Par conséquent, seules des grèves sporadiques et bien placées peuvent être efficaces; elles useront le Gouvernement, fatigueront ses forces. Les mineurs sont en grève, les dockers suivront. » Comme nous voici loin des pauvres revendications matérielles des mineurs des corons !

Ville n° 5 : « Nécessité absolue pour chaque adhérent du parti de constituer un stock alimentaire de réserve. » (*Rires à l'extrême gauche.*)

Je ne vous dirai pas les noms; j'indique simplement que l'homme qui a donné ces consignes est un conseiller municipal communiste, secrétaire d'une union départementale de la C.G.T., et que les consignes ont été données dans une réunion de secteur comportant cinq cellules.

Je poursuis :

« A partir du moment décidé par le comité central d'empêcher tout déplacement par voie ferrée des troupes, accord est passé avec les responsables du syndicat de la S.N.C.F., afin de paralyser par tous les moyens le centre ferroviaire de... » — excusez-moi de ne pas le nommer — « Au cas où les déplacements de troupe par voie ferrée seraient rendus impossibles, le camarade X... » — je ne le nomme pas non plus; c'est un ex-colonel F. T. P. — « ...serait chargé d'entraver tout trafic routier avec un noyau de volontaires Moyens d'action : méthode employée contre les troupes allemandes sous l'occupation ».

Et comme on prévoit tout, on ajoute, dans ces consignes : « Nécessité impérieuse de se procurer les cachets des services publics. En cas d'impossibilité, ces cachets seront fabriqués par le parti ».

Voici, dans une autre ville, des consignes du même genre : « Le Gouvernement, en cas de victoire des mineurs, est obligé de démissionner. La classe ouvrière, qui aura alors prouvé qu'on ne peut gouverner sans les communistes, exigera la constitution d'un gouvernement d'union démocratique dont les communistes feront partie et, quelques semaines plus tard, nous serons les maîtres du pouvoir. »

N'oublions pas que Dimitrov a dit : « 1948 sera l'année du communisme ». (*Rires à l'extrême gauche.*)

Je vais vous dire, moi, la différence essentielle qu'il y a entre la malheureuse Tchécoslovaquie et la France. Le pourcentage des communistes n'était pas plus fort en Tchécoslovaquie qu'en France, ces temps derniers; l'amour de la démocratie était aussi profond, l'instruction aussi développée; et si, en quarante heures, on a pu, en Tchécoslovaquie, passer du régime démocratique au régime totalitaire, tandis qu'on a échoué dans toutes les tentatives entreprises jusqu'à ce jour en France, c'est peut-être parce qu'en Tchécoslovaquie il y avait un ministre de l'intérieur communiste, un ministre de l'information communiste et un ministre de la défense nationale communiste, alors que les hommes qui sont à ces postes, en France, ne sont pas prêts de laisser noyauter l'administration de la République. (*Applaudissements à gauche, au centre et à droite.*)

Je passe sur les consignes n° 7, et j'arrive au document que M. Marcel Mirot — notez son nom — qui est, à la fois, secrétaire de la section communiste d'Avignon et permanent appointé du parti communiste, a bien voulu oublier dans la sacoche de sa bicyclette; celle-ci est actuellement sous saisie; son propriétaire peut d'ailleurs venir la réclamer, on ne lui veut pas de mal ! (*Rires à gauche, au centre et à droite.*)

Dans ce document, qui est écrit sur papier de l'Assemblée nationale — car on fait chez vous, messieurs (*l'orateur s'adresse à l'extrême gauche*), un singulier usage du papier de l'Assemblée nationale (*rires à gauche, au centre et à droite*) — dans ce document, dis-je, rédigé soigneusement et d'une écriture qui indique que le texte a été, disons « soufflé », se trouvent quelques-unes de ces consignes que je vais énoncer à l'Assemblée :

« La conférence des neufs partis... » — c'est le Kominform — « ...attire l'attention des partis communistes

italien et français sur la lutte qui ne pouvait que s'accroître dans nos pays entre le camp impérialiste et le camp anti-impérialiste... » — c'est le début de ce qui est intitulé « schéma d'intervention » — « ...En France, la déclaration du bureau politique du parti communiste français que jamais le peuple de France ne fera la guerre à l'U.R.S.S. a la sympathie de tous les Français. Mais voilà que la classe ouvrière française, qui s'est assimilée la déclaration des Neuf à Varsovie... » — quelle prétention ! (*Sourires*) — « ...vient, avec les mineurs, de porter un coup terrible aux forces défensives de l'impérialisme et de ses valets. »

Je passe sur des développements très longs, et même sur le chapitre intitulé « Les mensonges de Jules Moch » — mensonge que ce soit une grève politique, mensonge qu'il y ait un ordre de l'étranger — et j'arrive à la conclusion. Il s'agissait de faire une réunion — qui a été interdite et qui n'a pas eu lieu — pour essayer de libérer les saboteurs du Gard transférés dans la prison d'Avignon. Je lis :

« Préparez sérieusement les formidables manifestations de vendredi pour arracher les mineurs à la prison de Sainte-Anne. Méthode : il faut chauffer dur dans les « boîtes ». Il faut agir rapidement. Il faut entraîner dans un large courant d'amitié. Il faut répartir les communistes avec soin parmi les manifestants... » — nous avons eu des exemples de cette tactique — « ...Il faut provoquer... » — ceci est en grosse lettre — « ...de la colère, de l'enthousiasme. »

Appel, en conclusion :

« Les mineurs doivent être vainqueurs... » Je n'insiste pas. Je pense que le parti communiste fera les observations qui s'imposent à l'imprudent qui laisse dans la sacoche de sa bicyclette des documents de cette nature. (*Sourires à gauche et au centre.*)

4° Lutte contre le Plan Marshall

Et je veux maintenant remonter du deuxième niveau au troisième, où l'on diffuse, certes, les consignes des deux plans inférieurs : revendications des mineurs, formation d'un gouvernement à participation communiste, mais où l'on met surtout l'accent sur le mot d'ordre qui vise à désorganiser notre économie, et où l'on se garde de parler de préparation à une plus ou moins lointaine insurrection, ce sujet étant réservé pour l'appareil clandestin, pour le quatrième degré.

Pour mettre clairement en relief aux yeux de l'Assemblée nationale et de l'opinion publique française les mobiles poussant aujourd'hui le parti communiste à saper notre économie, une brève incursion s'impose dans le domaine de la politique internationale.

En septembre 1947, il y a donc quatorze mois, l'U.R.S.S. s'est émue de l'aide que l'Amérique songeait à apporter à l'Europe et ce, avant même le vote du plan Marshall.

Elle voyait dans cette aide un instrument de lutte contre le communisme, une barrière à son expansion vers l'Ouest.

Elle décida alors de reconstituer l'internationale communiste sous le nom de Kominform.

Au fur et à mesure que se précisait le plan Marshall, la consigne se précisa, elle aussi. Le but à atteindre était d'annuler les effets du plan Marshall au moins après la première année, de détourner le Parlement américain de la poursuite de l'aide à la France et à l'Italie en jetant ces pays dans un tel chaos qu'aucun capitaliste ou homme d'Etat américain ne souhaitât plus y investir des fonds privés ou publics.

Le Kominform est ainsi conçu comme l'instrument permettant de reprendre en main la direction politique des divers partis communistes européens d'unifier leurs consignes de propagande, de leur donner des instructions nouvelles sur le plan international, de supprimer, enfin, l'autonomie relative dont ils jouissaient depuis la dissolution du Kominform, pendant la guerre.

Ce qui est curieux, c'est que les premières instructions soient parvenues à ces messieurs (*l'orateur désigne*

l'extrême gauche) en novembre 1947 par l'intermédiaire de deux Belges, M. Lallemand, secrétaire général du parti, et M. Claessens, qui, en rentrant de Moscou ⁽¹⁾, révélèrent à leurs interlocuteurs français, qui n'en avaient pas été avisés, qu'une action directe allait être engagée en France et en Italie, dont le poids reposerait sur les deux partis communistes français et italien, la Belgique ne devant être mise en mouvement que plus tard.

Nous avons effectivement connu, en France et en Italie, les grands mouvements de la fin de l'année dernière. J'ajoute que nous avons connu ces entretiens plusieurs mois avant ces événements.

Dans toute cette première période, l'aide financière du Kominform fut pratiquement nulle, en dépit des appels lancés par le parti communiste français. J'en citerai un : en mars 1948, après l'échec de la grève de décembre 1947 et la scission syndicale, M. Frachon, se rendant à Belgrade, rencontra M. Jdanov, qui y était de passage. Il suggéra, en vain, d'ailleurs, la création d'un fonds international pour les grèves, financé par l'Europe orientale.

Il faut, au surplus, noter que lorsque, devant la volonté des grévistes de reprendre le travail, devant les mesures prises à l'époque par le Gouvernement de M. Schuman, M. Frachon avait dû lancer l'ordre de reprise du travail du 9 décembre dernier, qui était la simple constatation de l'agonie des grèves, il avait publiquement ajouté que la classe ouvrière devait se regrouper en vue des luttes futures et que le combat reprendrait.

Mais, en fait, la naissance de Force ouvrière posait alors aux communistes un problème critique. Il fallait, en effet, au plus tôt, faire oublier la défaite et reprendre sur le plan politique et social une place de premier plan.

La propagande communiste fût aussitôt, une fois de plus, modifiée. Ce n'était, d'ailleurs, pas la première fois et ce ne sera pas la dernière. Le Kominform laissa plus de liberté d'action au parti français et, le 18 avril, M. Thorez, au Vélodrome d'Hiver, pratiqua de nouveau la politique de la main tendue à tous les hommes de bonne volonté et affirma le désir de son parti de collaborer à un gouvernement démocratique, affirmation qui, d'ailleurs, allait de pair avec une lutte permanente contre le Gouvernement de coalition, avec le voisinage, à l'occasion de votes négatifs, des bulletins d'extrême gauche et des bulletins d'extrême droite, avec un effort permanent et pratiquement vain de dissociation du parti socialiste, en vue d'entraîner une crise ministérielle.

Trois mois plus tard, en juillet dernier, l'U.R.S.S. lançait son offensive de paix.

Il ne m'appartient pas de juger, aujourd'hui, si cette offensive était sincère ou si elle visait à faire supporter à l'Amérique la responsabilité de la tension, à démontrer que le plan Marshall préparait la guerre et, par là même, à soulager les partis communistes occidentaux, durement éprouvés par leurs échecs sociaux ou électoraux. Quoi qu'il en soit, cette offensive diplomatique coïncide très exactement avec une offensive clandestine en sens opposé.

Ce n'est pas le premier exemple — ni certainement le dernier — du double jeu que permet la coexistence d'un Etat où un seul parti est tout et d'une organisation internationale théoriquement indépendante de cet Etat, mais qui soumet à ce parti tout puissant dans l'Etat les partis semblables des Etats étrangers.

Je ne sais si je me fais bien comprendre. Je le crois. Je souhaiterais que toute la France comprît quelle souplesse de méthode on peut posséder lorsqu'on dispose de ce double appareil, l'officiel et l'autre, obéissant au même maître, le secrétaire général du parti tout puissant.

C'est ainsi que fut envoyée en Occident une note de Jdanov, qui fut l'un des derniers documents émanant de lui avant sa mort, survenue le 31 juillet. Des recoupements en France et à l'étranger nous en donnent une connaissance très précise.

Le secrétariat général du Kominform donnait les consignes suivantes :

Quel que dû être le résultat des négociations diplomatiques alors en cours à Moscou et qui, on le sait, échouèrent par la suite, la lutte contre le plan Marshall devait être poursuivie sans relâche et par tous les moyens en Europe orientale.

Même un éventuel apaisement diplomatique ne devait pas autoriser les communistes occidentaux à réduire l'action menée contre — je cite — « la politique impérialiste des Etats-Unis et contre les gouvernements à la dévotion de Washington », car, indiquait cette note, « une accalmie diplomatique ne serait qu'un épisode dans la guerre engagée par les vraies démocraties contre le capitalisme qu'il faut abattre à tout prix ».

5° Préparation des mouvements d'octobre

Au reçu de cette note, dont d'ailleurs seuls les initiés ont connu l'origine, les dirigeants communistes français hâtèrent leurs préparatifs pour une nouvelle action d'envergure qu'ils comptaient déclencher en septembre, quelques semaines après le retour des congés payés.

Mais des précautions s'imposaient. Pour réussir, il fallait l'appui des masses non communistes, notamment des travailleurs suivant les mots d'ordre de Force ouvrière ou de la Confédération française des travailleurs chrétiens. C'était la condition nécessaire pour trouver une suffisante audience dans le pays. D'où les appels à l'unité de revendications, d'abord, que favorisait malheureusement la hausse des prix intervenue à cette époque, puis, après l'unité de revendications, l'appel à l'unité d'action.

Au début de septembre, les secrétaires des fédérations communistes pouvaient affirmer aux dirigeants de leur parti que tout serait prêt pour une agitation sérieuse à la fin du mois.

A l'époque, j'en avais fait part à mes collègues. Certains siègent sur ces bancs et pourraient attester que, plusieurs semaines avant la grève, j'avais indiqué les régions où elles se produiraient et les professions qu'elle atteindrait.

Je vois, m'approuvant, M. Paul Coste-Floret, qui était à l'époque au Conseil des ministres et qui a gardé le souvenir de ces notes dont je n'ai pas dit l'origine, mais dont nous avons tous constaté qu'elles se sont parfaitement vérifiées par la suite.

Nos renseignements, communiqués aux préfets intéressés, nous laissaient prévoir que les régions où le communisme escomptait une renaissance d'agitation étaient, en premier lieu, le Nord, le Pas-de-Calais, la Moselle, la Loire-Inférieure, le Puy-de-Dôme, le Rhône et les Bouches-du-Rhône — cela aussi, nous l'avons dit, avant que les mouvements se déclenchent — et que les fédérations syndicales les plus aptes à suivre le mot d'ordre seraient celles des mineurs et des dockers, puis, en seconde ligne, celles des inscrits maritimes et des métallurgistes.

Vers la même époque, un de ceux que je vois assis en face de moi (*l'orateur désigne l'extrême gauche*), s'est rendu à Prague pour communiquer au secrétariat général du Kominform un rapport sur l'activité des cadres communistes.

Dès l'ouverture de la session de l'O.N.U., les consignes données au parti communiste furent précisées en maints entretiens avec des diplomates étrangers, au courant desquels nous sommes, mais que nous ne préciserons que le moment venu. Il fut demandé au parti communiste de proclamer en cas de guerre son attachement à l'U.R.S.S., ce que le bureau politique a fait par un communiqué du 30 septembre, affirmant que les travailleurs français refuseraient toujours de faire la guerre à la Russie.

Mais le Kominform ne se bornait pas à exiger cette déclaration. Il demandait au parti communiste d'affirmer que la lutte engagée contre le plan Marshall devait être doublée d'une lutte contre les prétendus buts de guerre que cachait ce plan.

Parallèlement, l'agitation sociale, masquée sous des revendications professionnelles, devait être poussée à fond, en vue d'entraîner la chute de l'économie française.

Cette chute était à deux fins : d'abord, démontrer que la présence des communistes au gouvernement permettait, seule, d'éviter le chaos — comme elle aurait, seule, permis de reprendre le noyautage; mais ce second objectif était passé sous silence — ensuite, prouver à l'Amérique que les communistes, même écartés du pouvoir, demeuraient de taille à paralyser notre économie, et par là même, détourner le gouvernement de Washington de poursuivre l'aide à la France. (*Mouvements divers à l'extrême gauche.*)

Je n'invente rien.

Les communistes se gardent, certes, d'affirmer que la grève est dirigée contre le plan Marshall, mais ils attaquent celui-ci dans les bassins miniers, et je pourrais en citer maints exemples.

Je note aussi, en passant, ce fait curieux, en vérité : certaines grèves françaises ont été annoncées par des journaux polonais, hongrois et roumains, avant qu'elles aient été déclenchées en France. (*Rires à droite.*)

Nos interlocuteurs communistes le savent parfaitement, car cela les a gênés.

Pour encourager le parti communiste, le Kominform l'a assuré d'une aide financière importante sur laquelle je reviendrai. Cette aide, refusée — je l'ai dit tout à l'heure — en novembre-décembre 1947, largement accordée dès avant octobre 1948, a permis aux dirigeants communistes d'exercer un contrôle étroit sur la C.G.T.

S'ils n'ont pas entièrement imposé la grève des mines — le référendum, même truqué, le prouve, il faut le reconnaître — ils l'ont, cependant, provoquée et ils en imposent actuellement la prolongation et le durcissement sous forme de sabotage.

Depuis une date que je pourrais préciser s'il y a lieu, mais que mes collègues communistes connaissent comme moi, les dirigeants syndicaux communistes jouent perdant, poussent des cris d'alarme, tandis que les dirigeants politiques communistes, observateurs de la consigne, s'efforcent de faire durer la grève jusqu'au dernier mineur.

Cette divergence a été manifestée notamment à deux reprises par M. Frachon à la fin du mois dernier, et je dois dire que je l'ai utilisée, car dès qu'elle m'a été signalée, je l'ai mise à profit pour accélérer certaines interventions dans le Nord, pour aller à une cadence plus vive en imposant plus de fatigue au service d'ordre. J'étais persuadé, en effet, que, durant quelques jours de flottement, aucune réaction sérieuse ne serait possible dans le Nord, mais que, très rapidement, le parti communiste replacerait les dirigeants syndicaux dans la ligne et qu'alors les dégagements de puits redeviendraient plus difficiles, s'ils n'avaient été effectués auparavant. C'est ce qui s'est produit.

A l'hésitation chez les dirigeants des mineurs a succédé l'envoi d'instructions très rigoureuses aux responsables communistes des dockers charbonniers pour raffermir leur mouvement de grève quelque peu hésitant.

De la même inspiration, procèdent les efforts actuellement effectués au sein des fédérations des cheminots et des métallurgistes.

En même temps, les dirigeants du parti communiste prennent, comme M. Maurice Thorez au Vélodrome d'hiver, position publique en demandant aux Français de ne point faire leur devoir contre la Russie si jamais éclatait une guerre dont ne veut nul Français, ni, sans doute, nul être humain.

Déjà, M. Croizat, qui n'est pas assuré d'une grève générale dans la métallurgie — étant donné les renseignements qu'il rapporte de ses visites dans toutes les régions — propose de revenir, dans cette corporation, au système des grèves tournantes, courtes, mais incessantes et paralysantes.

Des solutions analogues sont envisagées pour le bâtiment, le textile et, s'il se peut, les transports.

Mais, plus que jamais, on taira aux non-initiés ces objectifs du deuxième ou du troisième degré. On mettra l'accent sur les seules revendications professionnelles. On niera — car on est habitué à mentir, à mentir perpétuellement, à faire du mensonge une arme de propagande et de domination — tout caractère politique des grèves, comme on niera les consignes de violences, d'attentats, de sabotages qui, pourtant, expliquent seules l'actuelle multiplication de ces incidents dans les bassins miniers, en même temps qu'y meurt une grève voulue par le parti communiste. (*Applaudissements à gauche, au centre et à droite.*)

Le parti communiste joue ainsi une partie lourde de risques pour lui.

6° Aide financière extérieure

Mais il y trouve quelques avantages. L'aide qui lui a jadis été refusée lui est, maintenant, largement accordée. Comment ?

On vous parlera demain ou après-demain de solidarité ouvrière et l'on citera des chiffres. C'est là une nouvelle manœuvre.

En réalité, la solidarité ouvrière joue, mais pour des totaux assez faibles, très inférieurs à ceux qui sont publiés. Les versements massifs annoncés, qui presque tous proviennent, selon les affirmations de la presse communiste, de travailleurs des Etats satellites, sont infiniment supérieurs à ce que l'on peut escompter pour une solidarité même active.

Le relevé des totaux cités par la presse communiste d'hier atteint la contre-valeur de 277 millions de francs, dont 250 millions pour la Tchécoslovaquie et 10 millions pour la Roumanie. A qui fera-t-on croire que les mineurs tchécoslovaques aient souscrit près d'un mois de leur salaire pour venir en aide à leurs camarades français ? Ou même, si l'on admet que l'ensemble des ouvriers, paysans, soldats et policiers tchèques s'est imposé en faveur des mineurs français, à qui fera-t-on sérieusement admettre que cette cotisation bénévole puisse s'élever à plusieurs centaines de millions ?

Ayons, je vous en prie, assez de sens critique pour constater qu'il s'agit non pas d'une cotisation, mais d'un prélèvement, d'un impôt ou même probablement d'un versement gouvernemental habilement camouflé, puisque nous apprenons aujourd'hui que l'armée tchèque a reçu l'ordre d'ouvrir avec discipline des souscriptions spontanées. (*Applaudissements et rires à gauche, au centre et à droite.*)

Je dois dire d'ailleurs que les souscriptions pour ce but dans des organismes officiels d'un Etat avec lequel nous entretenons des relations pacifiques posent une question qui mérite d'être examinée. (*Très bien ! très bien ! sur les mêmes bancs.*)

S'agit-il, au reste entièrement — je vais plus loin dans mes hypothèses — d'un versement nouveau ou, pour partie, de régularisation de transferts anciens ? On peut se le demander lorsqu'on connaît les opérations préalables, notamment les virements faits de Tchécoslovaquie au début d'octobre, s'élevant à 93 millions de francs dans une seule banque, et certains autres dont je veux dire quelques mots.

Les renseignements qui nous sont parvenus en nombre nous ont permis d'établir qu'après la défection de la Yougoslavie, la direction du mouvement est passée en Roumanie. Le ministre des affaires étrangères roumain, Mme Anna Pauker, s'y emploie avec zèle et activité.

Ce pays abrite et anime toujours le Kominform. Il utilise comme agents de liaison des hommes de toutes sortes et même d'anciens « gardes de fer », des fascistes qui se sont rachetés en s'inscrivant au parti communiste roumain et dont certains occupent ou ont occupé jusqu'à ces derniers jours des postes diplomatiques importants à Paris.

Sans vouloir entrer dans les détails, je puis indiquer que bien avant la grève actuelle, nous étions sur la trace de transferts importants et clandestins de Roumanie en France.

En juillet 1948, donc deux mois avant la grève, la police suisse arrêtait, en effet, un Roumain dont l'activité officielle consistait à rançonner ses compatriotes qui voulaient fuir le régime communiste — il leur vendait des titres de sortie moyennant des sommes appréciables — mais, qui, en fait, était un agent chargé de répartir des fonds pour l'agitation du Kominform en France et en Belgique. Cet homme est, d'ailleurs, toujours en prison en Suisse.

A la fin de juillet, les services du ministère de l'intérieur procédaient à une première action de neutralisation, en expulsant dix des principaux agents de ce mouvement et en demandant le rappel d'un diplomate, rappel qui fut obtenu. Car, dans ces cas-là, l'Humanité ne proteste pas. Si j'ose dire, elle encaisse. (*Applaudissements et rires à gauche, au centre et à droite.*)

Au début de septembre, nous avons découvert à nouveau une activité intense de cette organisation qui, cette fois, n'utilisait plus que du personnel ou français d'origine, ou français par naturalisation, ou couvert par passeport diplomatique.

Nous avons connaissance de tout un plan d'agitation en France, élaboré au Kominform, en Roumanie.

A partir du 3 septembre, un certain nombre de réunions se sont tenues au Front national roumain, auxquelles assistaient certains dirigeants du parti communiste français. Nous y avons des informateurs aussi. (*Sourires.*)

Les agents de liaison entre les uns et les autres ont été identifiés et suivis. Nous avons appris de la sorte qu'un ancien attaché commercial de la légation de Roumanie à Paris qui non seulement n'était plus accrédité par notre ministère des affaires étrangères, mais qui figurait sur une liste d'interdiction d'entrée en France, avait repris son poste à la légation et venait de recevoir 650.000 francs suisses et 50.000 dollars, soit au total plus de 65 millions de francs français, pour organiser l'agitation en France, plus spécialement dans le Nord, et en Belgique. Nous avons aussitôt procédé à son expulsion, car il n'était plus diplomate.

Les fils que nous tenions nous ont alors permis de demander le rappel d'un conseiller à la légation de ce même pays qui, après avoir représenté la Roumanie sous l'occupation allemande, était devenu l'un des principaux agitateurs en France sous le couvert d'un passeport diplomatique. Ce singulier diplomate, une fois démasqué par nous, a été rappelé par son gouvernement l'avant-veille du jour où nous allions l'expulser, s'il n'était pas parti.

Me sera-t-il permis de dire très sincèrement que je suppose que le gouvernement roumain n'est pas au courant de cette activité particulière de certains de ses diplomates et que, s'il nous en renvoie d'autres, il les priera lui-même de ne point s'immiscer dans nos affaires intérieures, auquel cas le meilleur accueil leur sera réservé ? (*Applaudissements et rires à gauche, au centre et à droite.*)

J'ajoute qu'entre le conseil des ministres de ce matin et la séance de ce soir j'ai pris le temps d'examiner les dossiers d'une autre affaire de distribution de fonds et qu'à la suite de cet examen j'ai signé tout à l'heure six arrêtés d'expulsion portant sur deux Russes, deux Polonais et deux Tchèques, qui, à l'heure où je parle, doivent déjà avoir été reconduits à la frontière. (*Applaudissements à gauche, au centre et à droite.*)

Là encore, il s'agit de distribution de fonds pour le compte du Kominform. Dans ce cas encore, je refuserai de donner satisfaction aux interventions qui seront faites auprès de moi pour me demander de revenir sur de telles décisions. Car ces hommes, je le dis en passant, mènent en général double vie et ont alors des amitiés solides en France, qui naturellement interviennent et nous taxent d'injustice quand nous prenons une décision de ce genre.

Depuis le milieu d'octobre, nous sommes certains que si Bucarest reste l'organe de commandement pratique du Kominform, les instructions, les moyens d'action passent par Prague. En sorte que lorsque je rapproche ces renseignements, qui sont certains, des chiffres de versements étrangers publiés par les journaux communistes, je ne m'étonne nullement que, sur 277 millions annoncés — je parle en francs français — qui

seraient même 600 millions, d'après M. Frachon, 260 millions, ou même 350 millions selon M. Frachon, viennent de Tchécoslovaquie et de Roumanie, 3 millions et demi d'autres Etats satellites : Bulgarie, Hongrie, Pologne, 10 millions de Yougoslavie, dont on peut dire qu'elle est maintenant un Etat parasatellite, et seulement 3.550.000 francs, en tout et pour tout, de pays où existe un syndicalisme libre, tels que l'Angleterre, la Hollande, l'Italie et la Suisse.

N'est-ce pas là une présomption du fait qu'une partie au moins des 250 ou 350 millions de francs dont on annonce le versement par la Tchécoslovaquie, et les 10 millions de la Roumanie correspondent aux fonds clandestinement mutés en France, dont j'ai cité un exemple tout à l'heure, à concurrence de 65 millions, dont je pourrais citer un second venant de Roumanie également, celui-là à concurrence de 93 millions de francs, et un troisième, beaucoup plus considérable, venant de Bulgarie ?

Notons, d'ailleurs, que, de Russie, on n'annonçait jusqu'à ces jours-ci aucun versement : le Kominform y suppléait. Hier, on a parlé d'un peu moins de 10 millions de francs collectés en Russie. C'est vraiment bien peu, à côté des 250 ou 350 millions de francs versés par cette petite Tchécoslovaquie, qui compte à peine 12 millions d'habitants. (*Rires à gauche, au centre et à droite.*)

J'ajoute, mesdames, messieurs, que le parti communiste français et ses filiales ont, sur d'autres organisations, un avantage considérable en la matière : parti, journaux, organisations paracomunistes de toute sorte ont leurs comptes centralisés à la Banque commerciale pour l'Europe du Nord.

Cette banque présente des caractéristiques curieuses, à la fois quant à son organisation et quant à sa gestion.

En ce qui concerne son organisation, cette société anonyme, régie par la loi de 1867, possède un capital divisé en 100.000 actions, dont 99.700 appartiennent à deux banques d'Etat soviétiques, la Banque nationale et la Banque du commerce extérieur, et dont les 300 autres sont réparties entre un certain nombre de communistes russes ou français.

Ainsi, la façade de société anonyme française recouvre une réalité purement soviétique. Le président du conseil d'administration est un Russe naturalisé. Des trois administrateurs qui l'entourent, l'un est Russe, le deuxième est un Français que naguère la Confédération Générale du Travail voulait imposer à M. André Philip comme président de la Société générale — il figure encore dans le conseil d'administration de celle-ci, mais non point comme président — (*Exclamations à droite*) — et le troisième est le mari d'une de nos collègues communistes qui peut ainsi allier à la joie de défendre son idéal les satisfactions d'une vie matérielle convenablement assurée. (*Rires et applaudissements à gauche, au centre et à droite.*)

On ne s'étonne plus, dès lors, de constater les découverts que cette banque accorde au parti communiste, à sa presse, à ses filiales ainsi qu'aux coopératives sous direction communiste.

Nous possédons fort heureusement — c'est notre devoir le plus strict — quelques intelligences dans cette banque. (*Sourires.*) Nous savons ainsi que le parti communiste a été débiteur de sommes atteignant certains jours 15 millions de francs et que les journaux communistes ont été également débiteurs de sommes considérables.

Peut-être pourrait-on objecter que certains de ces journaux étaient débiteurs, et d'autres créditeurs et qu'une compensation s'effectuait par le jeu de garanties réciproques. Même pas : une telle explication serait elle-même insuffisante. Le solde général de la presse communiste à cette banque est largement débiteur : 17 millions de francs en juillet, 27 millions de francs en août, rien en septembre — je vais m'en expliquer — et 30 millions de francs en octobre.

Les remboursements massifs de septembre par toute la presse communiste, qu'il s'agisse de l'*Humanité*, de *Ce Soir* ou de tous les autres journaux, vite annulés d'ailleurs par de nouveaux découverts, n'en sont que plus suspects. Il sont effectués en période de vacances, donc de moindres rentrées pour la presse, mais aussi durant ce mois où nos services ont eu vent d'importants envois clandestins d'espèces et de devises en France, et en particulier d'envois de fonds et d'or assez importants de Bulgarie vers la banque en question,

c'est-à-dire la Banque commerciale pour l'Europe du Nord. N'y a-t-il pas là, je vous le demande, matière à réflexion ?

L'ensemble des comptes du parti communiste, de ses hommes de paille, de ses filiales — je rappelle à M. Duclos que le compte du parti communiste figure sous deux noms, Oswald et Gosnat, l'un alimentant l'autre; j'en ai d'ailleurs, depuis longtemps la photocopie et, par conséquent, je ne crains aucune contradiction. (*Applaudissements et rires à gauche, au centre et à droite*) — l'ensemble de ces comptes, dis-je, est chaque mois largement déficitaire.

Le découvert de l'ensemble des comptes des organisations communistes, de cette machine formidable aux cent noms divers, s'est élevé en août jusqu'à 68 millions de francs, sans que cet aimable banquier soviétique à façade française ait semblé s'en émouvoir le moins du monde.

M. ANDRE LE TROQUER. — Il ne distribue pas de dividendes !

M. LE MINISTRE DE L'INTERIEUR. — Je crois que si ! (*Rires.*)

D'autres transferts de fonds sont d'ailleurs signalés. Certaines valises diplomatiques jouent en la matière un rôle dont j'ose à peine dire qu'il est suspect. Nos services poursuivent une surveillance de tous les instants dans cette forme de la guerre froide engagée par le Kominform contre les démocraties occidentales.

Je demande à l'Assemblée de retenir de ce long développement dont je m'excuse (*Non ! non ! sur divers bancs*), que nous avons la certitude de virements considérables d'Europe orientale en France et en Belgique par les moyens les plus divers et qu'il est fort probable que ces virements, dont certains sont très antérieurs au déclenchement des grèves actuelles, peuvent être aujourd'hui légitimés, si j'ose ainsi parler, et reconnus par leurs auteurs sous la qualification de versements de solidarité.

Encore ne s'agit-il là que d'une petite partie des sommes qui sont entrées en France. Mes services ont récemment arrêté un certain nombre de personnes, dont un ancien diplomate polonais, qui ont fait entrer en France, venant d'Europe orientale — de Bulgarie, cette fois — par la Suisse, de l'or pour une valeur, de leur aveu même, très supérieure à un milliard de francs. Nous en recherchons actuellement les destinataires.

Je le répète, le parti communiste a reçu des directives formelles : à tout prix, annihiler l'aide américaine. La France ne doit pas jouer un rôle important dans l'organisation de l'Europe occidentale. Les Français doivent être imprégnés de la volonté de ne jamais prendre les armes contre la « patrie du prolétariat ».

Le parti communiste risque son avenir dans cette partie redoutable, mais il la joue, parce que le Kominform la juge essentielle pour l'avenir du communisme en Europe et le Kominform lui fournit les moyens de la jouer.

7° Politique de fermeté républicaine

J'ai tenu à faire cet exposé d'ensemble devant l'Assemblée. Les faits sont évidemment graves. Il y a, actuellement, une volonté certaine de détruire notre économie. Elle est aussi nette que la volonté proclamée par M. Thorez ou par M. Cachin de produire toujours plus de charbon, lorsque les communistes étaient au pouvoir.

C'est, en effet, le 21 juillet 1945, que M. Maurice Thorez déclarait devant les cadres communistes du Nord et du Pas-de-Calais :

« Produire, faire du charbon, c'est la forme la plus élevée de votre devoir de classe, de votre devoir de Français. »

C'est à la même époque que M. Henri Martel, député du Nord, déclarait :

« Une grève des mineurs en ce moment ne peut servir nos revendications. On n'obtient rien d'un pays désorganisé, d'une économie éteinte. L'heure est au travail. C'est la forme actuelle du combat contre l'ennemi que nous avons vaincu par la grève quand c'était l'heure de la grève. »

Et M. Cachin concluait un de ses articles en ces termes : « Nos deux camarades — il s'agissait de MM. Martel et Frachon — mettent au service de la production leur crédit qui est grand auprès des mineurs. Nous le demandons à tous les Français honnêtes, à tous ceux que n'égare pas la passion politique : y a-t-il de meilleurs serviteurs de la France que des hommes comme Henri Martel et Benoît Frachon ? »

Je vous le demande à mon tour : la défense d'une économie est-elle liée aux vicissitudes de la politique et de la présence ou de l'absence d'un parti dans le gouvernement ?

Une fois de plus, nous constatons un divorce profond entre le communisme et la République. Pour les uns, l'intérêt de la France est permanent et indépendant de son état politique. Pour les autres, il est exclusivement fonction de la politique de la Russie soviétique ! (*Applaudissements à gauche, au centre et à droite.*)

Tous ces faits étant établis, peut-on, comme l'ont fait MM. Rollin et Legendre, reprocher au Gouvernement — je répons ainsi à leurs interpellations — de n'être pas allé plus loin dans la voie de la défense du pays ?

J'ai dit tout à l'heure que je recevais un nombre impressionnant de lettres me demandant pourquoi les dirigeants du parti communiste n'ont pas été arrêtés, pourquoi ce parti n'a pas été dissout et sa presse interdite.

Je veux, avant de conclure, faire à ces observations deux réponses. La première est que les lois actuelles ne permettent pas de prendre de telles mesures. (*Exclamations à droite.*)

Je laisse à M. le garde des sceaux le soin de développer cet aspect de la question, en analysant les nouveaux textes qu'il a dû déposer aujourd'hui même sur le bureau de cette Assemblée.

Je lui laisserai, bien entendu, à la fois par vocation et par compétence, le soin de commenter ces textes dont la mise au point définitive a été arrêtée en conseil des ministres ce matin.

Ma seconde réponse est que la fierté, peut-être puérile, mais la fierté tout de même, des démocraties consiste à ne point recourir contre les partis totalitaires aux moyens que ceux-ci emploient partout. (*Vifs applaudissements à gauche, au centre et sur certains bancs à droite.*)

La dissolution du parti communiste, aujourd'hui, pourrait, peut-être, être prononcée, mais ce serait un faux pas, selon l'heureuse expression de M. Rémy Roure dans un numéro récent du *Monde*. Cet excellent journaliste, qui fut un admirable résistant (*Applaudissements à gauche, au centre et à droite*) et qui vient d'être à nouveau frappé d'un deuil cruel, a eu raison de souligner qu'on aboutirait ainsi à une réaction contraire. Le communisme clandestin irait tout entier dans les syndicats et deviendrait plus redoutable.

Notre lutte contre les fauteurs de désordre communistes n'est pas une lutte contre la doctrine communiste, moins encore contre la classe ouvrière. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Certes, une grande fermeté s'impose. La nation veut vivre et entend être protégée. La nation vivra et elle sera protégée dans le cadre des lois républicaines, inflexiblement appliquées. (*Applaudissements à gauche et au centre.*)

Tout acte de sabotage sera impitoyablement réprimé. Toute faute individuelle, prévue par la loi, commise par un communiste, si élevé soit-il dans la hiérarchie de son parti, fera l'objet de sanctions légales, et sans doute y aura-t-il des levées d'immunités parlementaires à demander puisque, fidèle à une décision d'un congrès vieux de vingt-sept ou vingt-huit ans, de l'Internationale Communiste, on applique chez nous la consigne qui consiste à profiter de ce que la France est une de ces démocraties où les parlementaires sont encore protégés, sauf le cas de flagrant délit, par l'immunité parlementaire, pour les mettre en avant dans

toutes les manifestations.

Je veux simplement souligner, parce que je crois que c'est important, que dans ce pays de liberté et de raison, ce que nous réprimons aujourd'hui, et ce que nous réprimerons demain, ce sont les actes contraires aux lois, et non pas le fait d'appartenir à une formation idéologique. (*Applaudissements à gauche, au centre et sur divers bancs à droite.*)

Vous me permettez d'ajouter, en manière de conclusion, que dans ce pays de bon sens, cette méthode, à la fois ferme et démocratique, est la meilleure pour écarter les masses à la fois d'un parti résolu à saboter, à ruiner le pays pour favoriser des desseins internationaux, et aussi de toutes les organisations qui chercheraient, dans une modification du régime, à satisfaire leur volonté de lutte contre le communisme.

Dans cette lutte, le Gouvernement de la République a marqué des succès en novembre et en décembre. Il en marque de nouveaux aujourd'hui, car c'en est un que d'obtenir une production de charbon qui est égale aux deux tiers de la production normale du pays, malgré vos efforts, messieurs les communistes. (*Applaudissements à gauche.*)

Le Gouvernement, donc, est persuadé que tous les éléments sains de la nation s'écarteront de ceux qui menacent nos institutions, au fur et à mesure qu'ils auront vu clair. C'est pourquoi cette séance est utile.

Des républicains momentanément égarés comprendront, les uns que les communistes sacrifient la France à des plans étrangers, les autres qu'il n'est pas vrai qu'il faille recourir à des régimes autoritaires pour faire preuve d'énergie contre les fauteurs de désordre. (*Applaudissements à gauche, au centre et sur quelques bancs à droite.*)

Nous demeurons un Gouvernement ardemment et entièrement démocratique. Et quelles que puissent être pour chacun de nous les insultes, les menaces, les risques, nous poursuivrons inébranlablement notre lutte pour la défense de la paix publique et le respect de la loi républicaine. (*Vifs applaudissements à gauche, au centre et sur quelques bancs à droite. — Sur de nombreux bancs à gauche et au centre, les députés se lèvent.*)

(1) A la séance du 19 novembre, M. Jules Moch a rectifié une erreur de détail : c'est de Varsovie et Prague — où se constituait alors le Kominform — et non pas de Moscou que rentrait M. Lallemand.